

AGRICULTURE



Marché à Lomé (Togo). La production agricole familiale mobilise des dizaines de millions de femmes en Afrique, mais elles sont peu aidées par les pouvoirs publics.

Bastien Breuil

POUR NOURRIR LE MONDE : L'AGRICULTURE FAMILIALE

L'agriculture familiale assure 70 % de la production agricole mondiale. C'est d'abord à elle qu'il faut faire confiance pour nourrir durablement la planète.

A quoi ressemblera le monde agricole dans trente ans ? Dominante aujourd'hui, l'agriculture familiale (*) a réussi jusqu'à présent à relever le défi de nourrir une planète toujours plus peuplée. Mais qu'en sera-t-il en 2050 quand, pour assurer les besoins de 9 milliards d'humains, il faudra que la production mondiale ait augmenté de 30 % à 80 %, selon les hypothèses ? Le défi n'est pas mince : 84 % des exploitations dans le monde ont une surface inférieure à deux hectares et les deux tiers des agriculteurs familiaux travaillent encore à la main... « Certains Etats estiment que ce serait plus simple et plus rapide d'industrialiser la production agricole », observe Bruno Losch, chercheur au Centre international de recherche agronomique pour le développement (Cirad). C'est le cas des pays membres de la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, lancée en 2012 lors du sommet du G8 de Camp

David (Etats-Unis). Une dizaine d'Etats africains (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Ghana, Mozambique, Tanzanie, Malawi, Nigeria et Sénégal) misent ainsi sur les investissements des multinationales de l'agro-industrie sur

leur territoire. Et une centaine d'entreprises (Cargill, Monsanto, Nestlé...) ont déjà répondu à l'appel.

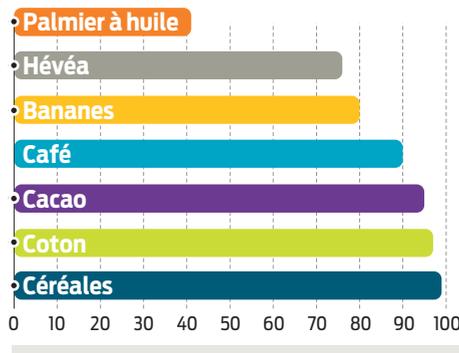
Une fausse solution

Pour ses défenseurs, cette stratégie résout la question des moyens financiers à mettre sur la table pour accroître la production agricole des pays en développement. Depuis les années 1990, ce secteur a en effet fait les frais des coupes dans les dépenses publiques imposées par le Fonds monétaire international (FMI) aux Etats fortement endettés. Après la crise alimentaire et l'envolée des prix mondiaux à partir de 2007, la sécurité alimentaire a certes été inscrite parmi les priorités de nombre d'agences de développement, à l'instar de l'Agence française de développement (AFD), mais les fonds publics alloués restent sans commune mesure avec les besoins, d'où l'appel aux capitaux privés.

Dénonçant cette vision uniquement financière, les organisations de la société

L'AGRICULTURE FAMILIALE DOMINE, MÊME À L'EXPORTATION

Part de l'agriculture familiale dans la production agricole, en %



Source : Cirad

Agriculture familiale : elle se caractérise par le lien organique entre l'unité de production et la famille exploitante, par opposition à l'agriculture entrepreneuriale dont le capital appartient à des acteurs déconnectés de l'activité productive.

« L'accord de partenariat avec l'Europe est une véritable catastrophe »



ENTRETIEN

Ibrahima Coulibaly,
président de la Coordination nationale des organisations paysannes (Cnop) au Mali

En dépit d'une forte mobilisation en Afrique et en Europe, la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a finalement validé le 11 juillet dernier l'accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne. Que craignez-vous ?

C'est une véritable catastrophe. L'accord prévoit que nous ouvrons davantage nos frontières en échange d'un libre accès de nos produits au continent européen. Cela va mettre à mal la capacité de notre continent à assurer sa sécurité alimentaire. Nos débouchés, mis à part pour certaines cultures comme le cacao ou le café, ne sont pas à l'international mais sur les marchés nationaux et régionaux. C'est à nous de répondre aux besoins des consommateurs. Il est nécessaire de

protéger nos marchés des importations pour développer notre production et répondre aux attentes des consommateurs urbains.

Que répond votre organisation aux dirigeants qui doutent que les paysans africains puissent nourrir tous les Africains demain ?

Sans avoir bénéficié de soutiens de la part de leurs gouvernements, les Africains ont réussi, au cours des dernières décennies, à accroître leur production agricole. Il suffirait de consacrer au secteur agricole 10 % des budgets des Etats pour aider les paysans à améliorer encore les résultats. Comment effectuer, par exemple, les récoltes dans les champs dans les temps en continuant à travailler à la main ? Comment développer des techniques innovantes s'il n'y a pas de conseillers agricoles pour former et accompagner les agriculteurs dans leur mise en œuvre ? Il n'y a pas, en dépit des discours, de volonté politique pour investir dans le secteur agricole ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR L. E.

civile ont obtenu que 2014 soit déclarée « année internationale de l'agriculture familiale » par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'objectif est de relancer le débat sur les modèles agricoles les plus à même de répondre à la sécurité alimentaire mondiale. Car les logiques industrielles ne sont pas sans danger : dans les pays du Nord comme en Asie ou en Amérique latine, l'introduction, à partir des années 1960, de variétés à haut rendement et de races animales à fort potentiel, l'essor de la monoculture couplée à l'irrigation intensive, la mécanisation, l'agrandissement des exploitations pour favoriser les économies d'échelle ont dévasté l'environnement. Au point qu'aujourd'hui ce modèle devient contre-productif, avec la disparition des insectes pollinisateurs ou la salinisation des

sols. Davantage utilisatrice de produits chimiques et d'eau et favorisant l'érosion, l'agriculture industrielle accentue la pression sur des ressources naturelles par ailleurs mises à mal par l'augmentation de la population mondiale et par les changements climatiques.

De plus, cette agriculture « moderne », tournée principalement vers l'exportation, s'est jusqu'ici montrée impuissante à résoudre le problème de la faim. Elle prive de débouchés les producteurs les plus vulnérables des pays se fournant sur le marché mondial. Les petits paysans, incapables de tirer de leur activité des revenus suffisants, représentent près des deux tiers des 840 millions de per-

sonnes souffrant de malnutrition. « Et les accords de partenariat économique (APE) arrachés par l'Union européenne aux pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique), qui imposent une plus grande ouverture de leurs frontières en échange du maintien du libre accès au marché européen, ne vont pas améliorer la situation ! », s'emporte Léopold Lokossou, président de la plateforme paysanne PNOPPA au Bénin.

Défendre l'emploi et l'environnement

« Les partisans du développement de l'agriculture industrielle n'envisagent l'agriculture que sous l'angle de sa fonction de production de matières premières, regrette Bruno Losch. Or celle-ci remplit bien d'autres missions, dont celle de nourrir les personnes qui travaillent dans ce secteur. Avec 40 % de la population active mondiale, l'agriculture familiale est de très loin le premier employeur de la planète. » Et ses partisans de mettre en avant sa capacité d'absorption d'une majorité des 330 millions de jeunes Africains et des 500 millions de jeunes Asiatiques qui, d'ici à 2025, vont arriver sur le marché du travail. Le déploiement de techniques agroécologiques, moins coûteuses que l'achat de produits chimiques, ouvre par ailleurs des perspectives pour les agriculteurs familiaux confrontés à la nécessité d'accroître rapidement les rendements tout en limitant la pression sur les ressources naturelles.

Reste que promotion de l'agriculture familiale ne rime pas forcément avec maintien de l'emploi ou protection de l'environnement. En Europe, l'agriculture familiale reste la forme de production dominante, mais selon un modèle écologiquement non durable et où le nombre d'exploitations continue de chuter dramatiquement sur fond d'une impitoyable course à l'agrandissement. Entre 2010 et 2013, il avait encore reculé de 20 %.

Les petits paysans représentent près des deux tiers des 840 millions de personnes souffrant de malnutrition

Comment alors renforcer la capacité de l'agriculture familiale à nourrir le monde tout en défendant l'emploi et l'environnement ? Première piste : permettre aux pays du Sud de répondre par eux-mêmes aux besoins de leurs consommateurs, au lieu de privilégier les importations. « Nous avons pour cela besoin d'une politique agricole, ■■■

■ ■ ■ insiste Léopold Lokossou. *Il faut des prix rémunérateurs et un accès plus facile au crédit pour inciter les agriculteurs à produire et à augmenter leurs rendements.* »

Les producteurs doivent également s'adapter aux attentes des villes. Au Nord mais aussi au Sud, dans des pays comme le Brésil, des stratégies fondées sur les signes de qualité (agriculture biologique, labels...) et le développement des circuits courts ont créé de nouvelles opportunités pour l'agriculture familiale. « Ces exemples de relocalisation agricole permettent déjà de réinstaller des producteurs à la périphérie des centres urbains », observe René Becker, président de l'association Terre de liens, qui cherche à aider les candidats à l'installation à résoudre la question de l'accès au foncier.

Une chance historique

« Au Sud aussi, nous devons accompagner les agriculteurs sur ces marchés émergents », pointe Yvonnick Huet, directeur général d'Agrisud International, une organisation non gouvernementale (ONG) membre du Comité français pour la solidarité internationale (CFSI). « Trop longtemps, les associations paysannes se sont focalisées sur le seul accroissement de la production agricole. Il faut favoriser la structuration de filières, associant les autres acteurs de la chaîne comme les transformateurs, les distributeurs », ajoute Cécile Broutin,



Jean-Jacques Grodent

Il faut des prix rémunérateurs et un accès plus facile au crédit pour inciter les agriculteurs à produire et à augmenter leurs rendements »

Léopold Lokossou, président de la PNOPPA

regroupements pour les produits agricoles...), ces dynamiques pourraient en

LES PETITES EXPLOITATIONS DOMINENT LE PAYSAGE

Répartition des exploitations agricoles selon leur superficie, en %



73,0 %	Inférieur à 1 hectare
12,1 %	Entre 1 et 2 hectares
9,2 %	Entre 2 et 5 hectares
2,7 %	Entre 5 et 10 hectares
1,4 %	Entre 10 et 20 hectares
0,8 %	entre 20 et 50 hectares
0,3 %	Entre 50 et 100 hectares
0,4 %	Supérieur à 100 hectares

Sources : FAO et Cirad

responsable de programme au département « Alimentation et économie rurale » du Groupe de recherches et d'échanges technologiques (Gret), autre membre du CFSI. Alliées au développement d'entreprises de services à l'agriculture (maintenance, création de lieux de

outré offrir des opportunités de revenus à une partie des petits producteurs trop marginalisés pour pouvoir vivre de leur seule activité agricole.

Mais pour les paysans les plus pauvres, certains, à l'instar de Nadjirou Sall, secrétaire général de la Fongs, Fédération des organisations non gouvernementales au Sénégal, estiment qu'il sera également indispensable de mettre en place des aides sociales. En effet, tous n'ont pas les capacités de se moderniser ou de s'employer ailleurs. Une telle position fait encore débat au sein des organisations paysannes. « Aucune politique agricole ne permettra de résoudre le problème des paysans les plus marginalisés, souligne Roger Blein, responsable du cabinet Issala, bureau d'études et de conseil dans le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. *Mais dans leur immense majorité, les agriculteurs familiaux des pays en développement ont une chance historique dont ils peuvent se saisir : l'augmentation des prix mondiaux, qui renchérit les importations, et la montée en puissance d'une classe moyenne urbaine leur offrent un marché. Ils ne pourront en profiter que s'ils passent de l'autoconsommation à l'agriculture commerciale.* » ■ ■ ■ LAURENCE ESTIVAL

AFD : VERS DE NOUVEAUX PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ ?

Compte tenu des investissements nécessaires pour nourrir le monde en 2050, l'addition des capitaux publics et privés ne sera pas de trop, estime Jean-Luc François, responsable du secteur agricole à l'Agence française de développement (AFD). « A condition, poursuit-il, de travailler sur les complémentarités pour éviter une dualité croissante entre agriculture industrielle et agriculture familiale, insiste Jean-Luc François, qui prône la mise en œuvre de nouveaux partenariats public-privé allant dans le sens d'un développement pour tous. *Il serait illusoire de croire que seules les petites exploitations familiales vont nourrir le monde !* »

Pour accompagner la modernisation du secteur, les gouvernements et les bailleurs de

fonds pourraient ainsi se focaliser sur la mise en œuvre de politiques agricoles et sociales, tandis que les investisseurs privés se verraient confier la mise en valeur des terres, par exemple par des aménagements hydroagricoles. Ces terres seraient rentabilisées grâce à leur mise en ferme auprès de nombreux petits agriculteurs, qui auraient intérêt à les louer en raison des bons rendements qu'ils pourraient y obtenir.

Mamadou Cissokho, président d'honneur du Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa), préfère quant à lui parler de « partenariat privé-paysans ». Dans ce schéma, les agriculteurs seraient associés, au côté des actionnaires, à la gouvernance de ces aménagements agricoles.

En savoir plus

« Les agricultures familiales du monde. Définition, contribution et politique publique », Cirad, mai 2013, accessible sur http://agri.culture.gouv.fr/IMG/pdf/20130711_Rapport_final_MAAF_MAE_AFD_AF_CIRADBIS_31_Mai_complet_cle0197b5.pdf

« Comment améliorer l'accès au marché pour les exploitations familiales. Retour sur l'expérience du Gret en Afrique », Gret, Etudes et travaux en ligne n° 41, 2014, accessible sur www.ired.org/modules/infodoc/cache/files/etli4_integral.pdf

« Qu'est-ce qu'on mange ? », Alternatives Internationales, hors-série n° 15, mai 2014, disponible dans nos archives en ligne.